

canadien de l'Agriculture, le prix de gros du bœuf à Toronto a baissé de 17 p. 100 au cours des 10 dernières semaines, alors que, d'après un relevé fait dans cinq supermarchés de Toronto, la moyenne pondérée des prix de détail n'a baissé que de 6.8 p. 100. Est-ce que le gouvernement continue de cautionner la position de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires qui affirme que le prix des produits alimentaires n'augmente pas de façon démesurée et que les fabricants ne réalisent pas de bénéfices trop élevés?

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, les faits sont assez explicites.

**M. Jelinek:** Le ministre peut-il dire à la Chambre si la politique du gouvernement consiste à favoriser une baisse plus lente des prix de détail que des prix de gros?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

### LES FINANCES

#### LA POLITIQUE FISCALE ET LES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES DU MINISTÈRE

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le 9 octobre, le gouverneur de la Banque du Canada nous a appris que la politique monétaire s'appuie maintenant sur l'hypothèse voulant que la croissance économique soit la principale cause de l'inflation et que nous devons vivre avec un taux de chômage élevé. Le ministre fonde-t-il sa politique fiscale et les programmes économiques sur cette même hypothèse?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que la prémisse de la question du député reflète réellement une interprétation exacte du discours du gouverneur de la Banque.

**M. Grafftey:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

**M. Sharp:** Citez-nous les passages du discours.

**M. Grafftey:** Je cite mot pour mot le discours prononcé à Québec. J'étais peut-être en dehors de la question la semaine dernière, mais pas cette semaine.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La parole est au député de York-Est.

[Plus tard]

**M. Grafftey:** Je voudrais simplement demander au ministre des Finances si ses politiques fiscales et ses programmes économiques sont fondés sur l'hypothèse que l'expansion économique est en grande partie responsable de l'inflation.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Grafftey:** Le ministre dira-t-il alors à la Chambre...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député de Brome-Missisquoi a une autre question supplémentaire qu'il est autorisé à poser.

### Questions orales

**M. Grafftey:** Étant donné la réponse du ministre, dira-t-il alors à la Chambre comment il se propose de concilier ses conceptions avec le point de vue exprimé par le gouverneur de la Banque du Canada?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député demande au ministre de faire une déclaration qu'il conviendrait de faire l'appel des motions.

\* \* \*

### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

#### L'ÉTUDE DU BILL C-125

**M. Ian Arrol (York-Est):** Monsieur l'Orateur, hier à la Chambre, on a demandé au président du Conseil privé quand la Chambre serait saisie du bill C-125 visant à renforcer le règlement s'appliquant à l'assurance-chômage. Il a répondu:

Il sera présenté en temps opportun.

Comme de nombreuses entreprises, à Toronto en particulier, éprouvent actuellement de terribles difficultés à trouver de la main-d'œuvre permanente, le président du Conseil privé fera-t-il le nécessaire pour présenter le bill à l'examen de la Chambre cette semaine ou la semaine prochaine, ou certainement au cours de la présente session?

**L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, je tiendrai compte des instances du député en traçant le programme législatif des semaines à venir.

\* \* \*

● (1430)

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE—LES VIOLATIONS DE LA TRÊVE—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS—LES INTENTIONS DU CANADA QUANT À UN CONTINGENT POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

**M. Ron Atkey (St. Paul's):** Monsieur l'Orateur, ma question a trait aux présumées violations, hier soir et aujourd'hui, de la trêve des Nations Unies au Moyen-Orient par l'Égypte et la Syrie. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il d'autres renseignements à transmettre aux députés et aux Canadiens au sujet de ces violations et de l'attitude du gouvernement canadien à l'égard d'une participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, étant donné que certains États participant au conflit semblent refuser le cessez-le-feu?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Nous espérons encore que les initiatives des deux super-puissances et des pays membres du Conseil de sécurité qui ont réclamé la trêve porteront fruit. Je signalais clairement hier que si nous pouvions faciliter une trêve, nous nous empresserions d'apporter notre concours ou si nous pouvions être utiles à une étape ultérieure de ces négociations, nous serions également tout à fait disposés à servir.